

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

31 MAI AU 6 JUIN 1990

N° 787

10,00 F



RACISME

Douleur, amnésie et culte de la charogne

L'ÉMOTION et l'indignation, que soulèvent les actes barbares perpétrés à Carpentras, rappellent dans des circonstances pourtant différentes, l'affaire de la rue Copernic, il y a de cela quelques années.

Ce sont bien évidemment de vieux démons qui ressurgissent, ceux de l'antisémitisme, dont la France ne s'est jamais vraiment débarrassée de Dreyfus à Vichy jusqu'à Carpentras. Et pourtant elle en a fait des efforts, pour oublier, pour s'autocensurer, pour reconstruire son identité... nationaliste ! Exorcisme manqué en l'occurrence dont Maurice Papon fut une des expérimentations les plus réussies. La France a vécu pendant près de trois décennies dans l'oubli de Drancy, de la rafle du vel'd'hiv', de la collaboration ouverte de Vichy au régime nazi, et aussi de sa collaboration active et passive à la déportation des juifs. Des juifs eux-même ont préféré oublier que des familles juives riches « donnaient », en échange de la tranquillité, des familles juives pauvres. Il fallut aussi oublier les camps de concentration qui accueillirent les réfugiés espagnols, et tant d'autres choses cachées, évanouies, honteusement dissimulées, dont pas un seul manuel scolaire ne faisait mention jusqu'à récemment, et encore très timidement. Voilà la mémoire de « nos ancêtres les gaulois » ! Il a fallu que la bête se réveille pour en parler, « Nuit et brouillard » sur toutes les chaînes TV, matraquage idiot et coupable. La France se réveille de l'oubli, et on lui dit que ses pères ont fauté : la faute c'est toujours les autres... Le procès de Pétain fut révélateur de cet état d'esprit : Pétain fut gracié non pas parce qu'il y avait eu assez de morts et qu'un de plus n'y changerait rien, mais parce que ce « un » de plus c'était celui qui avait été le premier des Français, c'était tuer

une certaine France, et c'est à une courte majorité que cette France ne fut pas orpheline. L'oubli commençait et il continua dans la reconstruction dite « nationale », où pas un seul parti politique ne s'avisait de rappeler un passé honteux ne serait-ce que pour tenter d'expliquer et de comprendre ce que fut la France vichyssoise. Tous n'eurent en tête que l'électorat, l'opinion publique qu'il fallait flatter pour se l'amadouer, le passé qu'il était venu d'enfourner dans un clin d'œil complice, et la virilité d'un pays qu'il fallait restaurer par quelques guerres coloniales. Ce fut le mini-Yalta français, où la classe politique se redistribua les cartes après le dévouement des lynchages populaires, et après l'exécution physique ou morale de quelques sombres « poètes » égarés.

Les vieux démons ressurgissent

Cette société punit, elle n'éduque pas, elle n'est pas courageuse elle rampe et s'étonne qu'il en sorte des vipères. La rue Copernic n'était pas encore le réveil. On reparlait bien déjà de l'antisémitisme, et nous fûmes aussi des centaines de milliers dans les rues de Paris, mais la toile de fond restait le conflit israélo-arabe, l'exclusion sociale n'avait pas encore raidi les populations, et surtout l'extrême droite n'apparaissait que dans ses versions groupusculaires. Plus de dix ans plus tard quel chemin avons-nous parcouru ! La gauche au pouvoir, une situation sociale dégradée, un climat de haine raciste dont l'antisémitisme n'est pas un des moindres maux, une extrême droite qui fanfaronne au grés des résultats électoraux et Carpentras ! L'effroi, des larmes et le passé qui ressurgissent. Qu'il s'agisse ici de morts mutilés et de sépultures violées, ou là de terrorisme meurtrier, de « ratonnades », ou encore comme récemment de lynchages, ne devrait rien changer quant à l'appréciation et au degré de révolte que suscitent de tels actes. C'est bien pourtant la charge symbolique qui diffère, deux tabous jetés à notre face comme deux os à ronger : la mort et l'antisémitisme. Notons-le la situation ne serait pas identique s'il s'était agi de sépultures

Carpentras, Clichy-sous-Bois, Saint-Herblain, Gennevilliers, Boissy-Saint-Léger...Où demain ?



et de morts musulmans, le racisme ordinaire anti-arabe jouit d'une tolérance qui le range aux côtés des habitudes du pays. Il n'aurait été question alors que d'escalade dans le racisme outrancier et quotidien, doublé des perversions de « désaxés » sans doute exaltés par les appels à la haine raciste.

La sale besogne, puis l'oubli

La classe politique aurait fait sa sale besogne et puis l'oubli... Or, les « auteurs » des souillures de Carpentras ont excellé aussi dans l'art de la manipulation. Que ces actes relèvent ou non de provocations, que les victimes en soient les instruments ou les cibles réelles et premières, ne devrait somme toute rien changer à leur signification. Mais il s'agit de juifs (et d'un haut-lieu du franco-judaïsme), et c'est une « belle » façon de renouer avec une autre tradition locale : l'antisémitisme. Comme il a fallu le racisme pour parler du « problème immigré », il faudra peut-être l'antisémitisme pour parler d'un « problème juif », et il n'est pas dit qu'à l'avenir, au train où vont les choses, l'opinion publique » et les médias ne s'en régaleront pas. Comme on dit en marketing « il faut créer le besoin », et il n'est pas dit non plus que les loups de la politique ne s'en donneront pas à cœur joie de débats parlementaires

sur la « question juive » pour complaire à la populace.

Beaucoup de commentateurs ont estimé nécessaire de dire que la France n'était pas antisémite et qu'elle « demeurait la patrie des droits de l'homme ». Certains s'en sont pris à la « légèreté » des médias ou des personnalités qui, cédant à l'émotion ou croyant flétrir une idéologie qu'ils condamnent, ont crié « au loup » trop rapidement, et banalisaient par là même ce qu'ils voulaient combattre et donnaient de l'importance à ce qui n'était peut-être qu'acte isolé. Bien sûr, il y a eu des déclarations inopportunes et le « crime de quelque-uns ne doit pas donner à une communauté toute entière le sentiment de l'insécurité » mais au contraire doit engager à une réflexion sur ce qui, dans une société, encourage le racisme. Là précisément je n'ai que des réserves à exprimer sur tout ce que j'ai pu lire ou entendre. Nous avons en ces domaines de grands spécialistes et de grands « orateurs » mais aucun, dans les milieux et médias qui font autorité, n'a seulement évoqué l'incohérence de la dénonciation du racisme, alors que ceux-là mêmes qui s'en font aujourd'hui les porte-voix sont en même temps les représentants d'une société qui procède de l'inégalité sociale et de l'exclusion racistes par vagues successives dans le temps et dans l'espace.

(suite p.3)

EDITORIAL

A quelques jours du sommet franco-africain, prévu à La Baule le 19 juin, l'Etat français joue à nouveau le gendarme de l'Afrique.

Au Gabon, le président Omar Bongo crie à l'aide, à la suite d'émeutes. Les paras débarquent aussi vite, prêts à protéger les biens des multinationales pétrolières.

En Côte d'Ivoire, les grèves se multiplient contre le régime despotique du « vieux sage ». Les gendarmes du GIGN interviennent.

Au Cameroun, des manifestations tournent à l'affrontement avec la police et à la tuerie.

Au Zaïre, comble d'horreur, les forces spéciales de la garde présidentielle du président Mobutu massacrent à l'arme blanche, dans leur sommeil, une cinquantaine d'étudiants contestataires sur un campus.

L'Afrique francophone craque un peu à l'image des pays de l'Est et Paris se tait. Des plus riches comme le Gabon aux plus pauvres comme le Burkina-Faso ou le Tchad, pas un Etat africain n'a échappé au pillage de ses richesses naturelles, à la misère, à l'exil de certains de leurs citoyens. A la sécheresse, aux épidémies, aux assauts de crickets pèlerins se sont ajoutées les blessures voulues et entretenues par l'Occident. Les politiciens, les affairistes, les aventuriers, les militaires ont fait de l'Afrique un vaste champ d'expériences où combines et menaces régissent le quotidien. Aux guerres néo-coloniales, aux diktats des chefs blancs et des rois nègres s'ajoute l'infâme diktat du FMI et de ses banquiers, grands bénéficiaires du remboursement de la dette des pays du Tiers monde. Pressurée l'Afrique n'en finit pas de crever et par là même les Africains, dont la misère est proportionnellement inverse aux sommes détenues par des Bongo ou autres Houphouët-Boigny sur des comptes en banques françaises ou helvétiques et aux bénéfices éhontés des grands groupes industriels français.

L'Afrique au bord du gouffre semble à la croisée des chemins où le renouveau s'impose. Des drames présents que sortira-t-il ? C'est avec une certaine angoisse que la question est posée. Sombres sont encore les jours d'une Afrique presque livrée à elle-même, sans réelle soutien extérieur autre que celui de quelques alternatifs et autres tiers mondistes. Plus que jamais les Africains sont seuls et réclament, non pas notre pitié, mais notre solidarité dans les luttes.

T 2137 - 787 - 10.00 F



F°P. 2520

RFA-RDA

Le chancelier Helmut Kohl à la conquête de l'Est

Le 15 novembre dernier, le ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, déclarait finement : « La réunification allemande ne peut être un problème d'actualité ». brillante prévision ! Depuis le processus d'unification - le terme d'« annexion » serait d'ailleurs plus approprié - avance au pas de charge. Dès le 22 juillet prochain l'unification monétaire des deux Allemagnes sera effective. Et la proposition de Kohl de tenir dès le 2 décembre, date prévue pour les législatives en RFA, des élections pan-allemandes accélérera sans doute encore la course à l'unité.

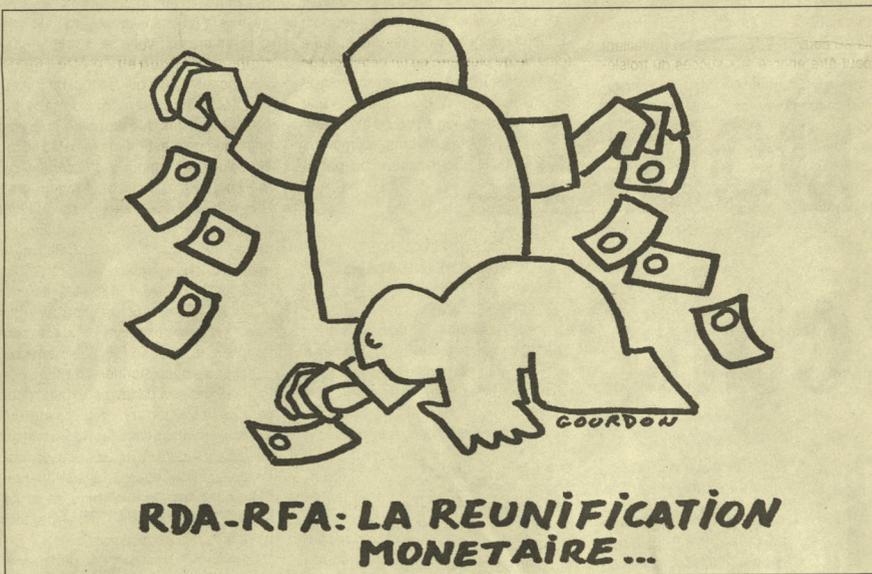
RDA : la maison des pauvres

En intensifiant le mouvement, Kohl entend aujourd'hui servir ses impératifs de carrière tout en cédant aux pressions des firmes de la RFA. Les dernières élections régionales en Allemagne fédérale ont en effet singulièrement fragilisé les positions de la CDU. Kohl mise donc sur le renfort des chrétiens-démocrates est-allemands (la CDU, en dépit d'un net fléchissement aux récentes élections municipales et cantonales est encore très majoritaire à l'Est) pour sauver son siège. Mais pour devenir le chancelier de l'Allemagne

unie Kohl doit aujourd'hui précipiter le processus d'unification politique avant que les désastres sociaux qui se profilent à l'Est n'entament le capital électoral de ses alliés conservateurs. Car le taux de change fixé à « un pour un » (un deutschmark contre un ostmark) n'offre en lui-même aucune garantie contre les méfaits que provoquera — et provoque déjà — l'entrée en force du capitalisme privé en RDA.

Un syndicaliste est-allemand de la métallurgie déclare : « Ici, ce sera la maison des pauvres. La nouvelle Turquie en RFA (...). Le problème du niveau de vie et du pouvoir d'achat reste tout entier posé » (1). De fait, une fois son revenu converti en deutschmark le salarié est-allemand continuera de percevoir trois fois moins que son homologue de l'Ouest. Et le pouvoir d'achat de ces salaires désempérement bas pourrait bien être amputé encore par l'essor des prélèvements obligatoires et par la flambée des prix. le niveau des cotisations sociales et des impôts en RDA est en effet très inférieur à celui pratiqué de l'autre côté de la frontière. Une fois le processus d'unification avancé, ce sont probablement les barèmes pratiqués à l'Ouest qui leur feront loi. Enfin l'abolition brutale du système de subvention des prix enclenchera inévitablement une brusque montée des prix.

Certes d'autres logiques plaident également en faveur d'une limitation du fossé creusé entre le pouvoir



d'achat de l'Est et de l'Ouest. Un écart trop important, en effet, favoriserait l'exode massif des est-allemands vers l'Ouest. L'Etat allemand pourrait alors tenter de contenir en partie l'accroissement des inégalités en maintenant les loyers à un niveau très bas, en exonérant les länders de l'Est de la TVA ou en dégageant de nouveaux transferts. reste qu'aujourd'hui l'évocation de ces mesures témoigne plus d'une stratégie politicienne visant à désamorcer à coups de promesses la contestation grandissante en RDA que d'une réelle volonté de limiter l'envol des inégalités.

De gigantesques vagues de licenciements

L'anschluss capitaliste lancé par la classe dominante ouest-allemande sur l'économie de la RDA va également se traduire par une formidable explosion du chômage. Les firmes géantes de l'Ouest qui s'emparent déjà de pans entiers de l'économie est-allemande veulent y faire appliquer leurs méthodes de gestion et de rationalisation de la production. Les écarts de productivité étant de l'ordre de un à deux entre les deux pays, la privatisation forcée des entreprises ira de pair avec de

gigantesques vagues de licenciements notamment dans l'industrie. Deux millions, trois millions de chômeurs... Les économistes les plus pessimistes évaluent à quatre millions le nombre de travailleurs privés d'emploi à venir ! la sinistre purge est d'ailleurs déjà enclenchée comme l'explique une responsable de l'agence pour le travail de Prenzlauer Berg, le plus grand quartier ouvrier de Berlin-Est : « *Déjà les entreprises adoptent des comportements capitalistes : théoriquement elles ne peuvent licencier un salarié qu'à condition de lui avoir précédemment trouvé un autre emploi. Or aujourd'hui elles s'en fichent !* » (2). Toutes les évolutions en cours militent donc pour un vaste accroissement des zones de pauvreté et de précarité dans le pays. Car avec une allocation-chômage égale à 70% du revenu antérieur, les ayants droits ne pourront accéder à cette consommation, tant magnifiée, des produits occidentaux. tout juste pourront-ils survivre dans une « grande Allemagne » à deux vitesses sociales.

On saisit également le profit que pourront tirer les entreprises de la RFA de l'explosion du chômage ? Cette formidable « armée de réserve industrielle » selon le mot de Marx, alimentée par les migrations des travailleurs qualifiés sans emploi de l'Est permettront très classiquement au patronat de négocier les salaires à la baisse.

Au plan européen l'unification allemande, telle qu'elle prend forme, est évidemment lourde de conséquence. Très concrètement le processus en cours encourage la dérive ouvertement libérale qui entraîne la CEE vers l'horizon mythique de 1993. Au plan monétaire d'abord, la

nouvelle conjoncture économique et l'accumulation des tensions inflationnistes à venir, la bundesbank n'abandonne aucune de ses prérogatives. La participation de la RFA ensuite aux fonds structurels européens est singulièrement compromise par la priorité accordée au financement de l'unification. Remise en cause des politiques monétaires communes et des transferts régionaux intra-européens : ce n'est rien moins que les deux piliers majeurs de la construction communautaire qui sont en passe de voler en éclats ! Dans cette perspective l'unification allemande consolide encore cette Europe des marchands qu'à de multiples reprises nous avons dénoncé dans les colonnes de ce journal.

Le capitalisme allemand n'a cependant pas encore partie gagnée. Des deux côtés de la frontière contestation et résistance gagnent en vigueur. A l'appel de l'extrême gauche et des anarchistes, des milliers de manifestants ont défilé contre le nationalisme allemand, la colonisation de l'Est et l'annexion de la RDA. A l'est des grèves « préventives », visant à obtenir des augmentations de salaires, ont paralysé de multiples entreprises. Preuve est ainsi faite que les citoyens et les travailleurs qui ont su en finir avec la domination de la bureaucratie communiste, ne sont nullement décidés à être livrés pieds et poings liés à la logique du capital.

Philippe Boursier
(Gr. Emma-Goldman de Bordeaux)

(1) Libération du 11 avril 1990.
(2) Idem.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

le monde
libertaire

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

RACISME

Douleur, amnésie et culte de la charogne

(suite de la une)

Messieurs Chirac et Fabius peuvent ne pas être racistes, mais le modèle de société qu'ils défendent, aux nuances si subtiles, crée et postule l'exclusion raciste sous couvert de raison économique. Quand ils déplorent ou s'attaquent aux écarts de langage et aux positions ouvertement racistes d'un autre politicien qui ne fait que préconiser tout haut ce qu'eux pratiquent tout bas, ils se couvrent de ridicule et travaillent peut-être encore aux succès du troisième larron. A quoi bon ces lois d'exception censées interdire tel ou tel propos, que la gauche a voté des deux mains, et dont le principe pourra bien être retenu contre quiconque ne reconnaît pas les versions officielles ? Est-ce là une réponse satisfaisante à l'infâme ? Et cette phrase qu'ils répètent à loisir : « Le racisme n'est pas une idée, c'est un crime », comme si elle leur permettait d'éluider un débat dans lequel ils ne peuvent être à l'aise. La complicité de l'ensemble de la classe politique sur le thème de l'exclusion raciste, que ce soit à propos du seuil de tolérance où tous s'accordent, ou sur le laisser-faire concernant les conditions de travail et d'existence des populations immigrées, rend leur indignation odieuse.

« Le racisme n'est pas une idée, c'est un crime »

A chaque exaction raciste, la classe politique s'émeut et resserre l'étoupe de la persécution légale des populations immigrées, en prétendant les défendre contre de nouvelles exactions. Témoin l'abandon du projet de loi devant aboutir

à une participation des immigrés aux élections locales. Et après, ils pourront bien s'étonner que la « préférence nationale » puisse être un thème payant de menées électoralistes. Les fomentateurs de violence sont tout autant les racistes avérés que les défenseurs de droits civiques inégaux et des hiérarchies sociales qui, aux maux de l'exclusion sociale, ne peuvent ajouter que ceux de l'exclusion au faciès. Ce n'est pas tant le racisme qui est un accident de parcours que l'extrême droite, qui à force de ne plus être qu'un détail, oblige ces messieurs à réviser leurs déclarations de intentions. C'est en tout cas une belle démonstration d'écoute et d'attention qu'offre là les parlementaires aux plaintes de groupements extra-parlementaires.

Le mythe du front antifasciste

Tout ce qui précède, ainsi que notre expérience personnelle, devraient suffire à décrédibiliser la globalité du régime en place et devrait signifier le rejet sans concession des idéologies qui le portent. Il n'en est rien et l'on constate même un resserrement frileux autour des idéologies dominantes. C'est le mythe du front antifasciste qui refait surface, et il a déjà montré par le passé combien il était inapte à faire barrage au fascisme. L'antiracisme de façade et sur commande qu'il professe est incantatoire et n'a pas pour projet d'éliminer les sources du racisme : le mal-vivre, la misère, l'inéquité, l'irrationalité d'une société qui vit en dépit de ses maux. La propagande de l'extrême droite, ouvertement raciste, ne joue qu'un rôle de catalyseur et de frénésie à désigner des

boucs émissaires. Elle ne cherche pas non plus à inscrire ses actes dans la rationalité et la justice ; elle ne fait que reprendre le contre-pied exact des mots que la démocratie trahit. Le résultat en est édifiant, puisque l'extrême droite arrive à en tirer un semblant de cohérence, d'une part en mettant en équation ses mots et les actes de notre société, et d'autre part en annonçant des remèdes aux maux de notre société qui soient au moins en accord avec ses propres thèses. Voilà ce qu'est la politique, ça pourrait n'être qu'un « Monopoly ». Ce qui fait tout de même plaisir, c'est leur entente parfaite ou presque sur les questions de fond, au point que ce n'est même jamais l'occasion d'une escarmouche : économie de marché, exploitation de l'homme par l'homme qu'il soit blanc, jaune ou noir, inégalité des conditions de vie, culte des chefs, militarisme... en fait, ils pourraient très bien s'entendre.

La classe politique et toute l'inhumanité qui dirige nos sociétés sont au sens strict du terme des cannibales. L'appétit parfois diffère, et on l'a vu ils ne rechignent pas à gueuletonner sur le dos des morts. Il y a des cadavres exquis, pour ceux qui les déterrent, et pour ceux qui les exposent devant les foules indignées. Ce fut vrai à Timisoara et ça l'est encore à Carpentras ; ça l'est rituellement pour un soldat inconnu, et ce fut aussi le cas pour Malik Oussekine, tout est affaire de circonstance...

Le culte du vivant vient de perdre une nouvelle bataille, c'est la seule conclusion dont on soit sûr. Quant à la société d'hommes libres et égaux « il faudra bien qu'elle sorte des bouges, puisque d'en haut ne viennent que des mensonges ».

Bruno (Gr. du 11^e)

ANTIFASCISME

A l'appel de la FA un millier de manifestants se mobilise à Dijon contre l'extrême droite



SAMEDI 19 mai, un millier de personnes sont descendues dans les rues de Dijon, à l'appel du Groupe de recherches et d'études libertaires (GREL) de la Fédération anarchiste, ceci suite aux agressions dont ont été victimes certains de ses membres le week-end précédent.

En effet, le samedi 12 mai, deux skinheads pénétraient à La Mistouffe, notre local, lors d'une permanence. Expulsés, il devaient revenir peu après munis d'une arme blanche. Interpellés par la police, ils étaient libérés une heure plus tard !

Le lendemain soir, plusieurs militants et sympathisants de la FA, réunis dans un café proche de leur local, étaient agressés par un commando composé d'une dizaine de néo-nazis. Résultat : huit points de suture pour un des compagnons libertaires transporté au SAMU. Les néo-nazis devaient décamper aussitôt ; néanmoins, l'un d'eux, membre du PNFE, était interpellé par la police. Il était porteur d'une dague de parade SS, ornée d'une croix gammée.

Depuis plusieurs mois, les nazillons multipliaient leurs exactions contre le local de la FA, leurs agressions à l'encontre de lycéens, leurs insultes envers les immigrés. Il est clair que ces skinheads et autres fanatiques du PNFE sont le bras armé du Front national. Les libertaires les dérangent, et comme de nombreuses fois dans le passé, il

essayent de les faire taire. Ce que Le Pen ne peut plus revendiquer du fait de son masque de parlementaire, il le fait exécuter par les sbires microcéphales de l'extrême droite « illégale ».

Pour les anarchistes, il n'est plus question de laisser l'Histoire se répéter. L'actuelle poussée de l'extrême droite ressemble trop à celle des années 30 où l'on ne voulait pas reconnaître l'importance de la terreur exercée par les SA. C'est ainsi que les compagnons du GREL ont appelé toutes les organisations politiques, syndicales et humanitaires à manifester leur détermination contre les fascistes. L'appel fut largement entendu puisqu'un millier de personnes devaient se joindre au GREL, qui ouvrait le cortège, pour défilé. De nombreuses organisations se sont ainsi retrouvées sur le terrain de la solidarité antifasciste : Ligue des droits de l'homme, LICRA, Parti communiste, Parti socialiste, LCR, AJR, SOS-Racisme, etc.

Si pour les politiciens l'enjeu reste les voix du Front national, pour les libertaires il ne s'agit pas de jouer avec le feu mais d'organiser, dès maintenant, la riposte contre le fascisme avant qu'il ne soit trop tard.

Dans nos quartiers, nos écoles, sur nos lieux de travail organisons-nous contre la peste brune.

Gr. de Dijon de la Fédération anarchiste

POLEMIQUE

Racisme et fascisme ne passeront pas par nous !

UNE rumeur voulait qu'un sycophante révisionniste lyonnais, prétendument libertaire, le sieur Bernard Lanza, passe en procès prochainement. Renseignement pris auprès du MRAP, personne n'a pu confirmer la rumeur, ni à la fédération du Rhône ni au siège national. Que cela ne nous interdise pas pour autant de nous pencher, au regard de l'actualité, sur le cas Lanza.

Bernard Lanza est connu pour sa propagande antisémite, et pour les propos scandaleusement révisionnistes qu'il diffuse au sein de ce journal prétendument libertaire qu'est *l'Homme Libre*, revue trimestrielle publiée à Saint-Etienne, sous la houlette de Marcel Renoulet et Raymond Beaulaton, depuis exactement trente ans. Renoulet et Beaulaton, deux vieux complices faurissonniens avant l'heure, animateurs par ailleurs d'un groupuscule connu sous le vocable de l'Alliance ouvrière anarchiste (AOA), regroupant les « anarchistes intégralistes » (comprenez intégristes). L'AOA éditrice notamment de *l'Anarchie*, « journal de l'ordre », en fait une « feuille » recto-verso, où se mêlent des propos libertaires et réactionnaires, agrémentés parfois d'une solide vindicte à l'adresse de la Fédération anarchiste.

Beaulaton est, par ailleurs, l'homme qui a entrepris, il y a quelques années, de faire adhérer Faurisson au sein de l'Union des athées. Cela lui valut quelques déboires, du fait de démissions successives.

Renoulet est cet individu qui bave sur l'ensemble de la presse libertaire mais qui est toujours prêt à encenser la presse d'extrême droite : « Présent, le meilleur quotidien que nous ayons actuellement », et que *Militant*, l'organe du Parti nationaliste français (PNF) (1), n'hésite pas à qualifier d'« ami ».

Bernard Lanza, depuis 1978, époque de sa rupture avec la FA et l'Union pacifiste de France, n'a cessé de dévier en direction des fascistes et autres nazis, ceci à l'exemple des révisionnistes de l'ultra-gauche Pierre Guillaume et Alain Guionnet, alias l'Aigle noir, directeur de publication de la revue *Révision*. Un procès... Qu'est-ce qu'un procès, si tant est qu'il devrait y en avoir un ? Sans une condamnation publique qui s'impose de notre part, un procès ne serait rien. Ce sont des types comme Lanza et ses amis qui conduisent certains de nos adversaires à prétendre, en vue de se dédouaner, que les anars, et en particulier la Fédération anarchiste, sont eux-mêmes

des racistes drapés dans la toge des humanistes et souhaitent nous assimiler aux fascistes (2).

Point de silence, on ne peut vouloir dénoncer Le Pen et continuer à ignorer des gens qui se revendiquent, même à tort, des idées libertaires pour mieux distiller la haine. A ce sujet soulignons que le journal anarchiste britannique *Black Flag* a cru bon, l'an passé, de mettre en garde ses lecteurs contre *l'Homme Libre*, qui au grés des échanges de presse se fait connaître.

Refusons donc de fermer les yeux. Au regard du passé hitlérien, de l'avenir douteux qui se dessine et en souvenir de nos compagnons morts dans les camps, comme Erich Mühsam, assassiné dès 1934 à Oranienburg, nous nous devons de dénoncer le monstre qui s'avance ceint du drapeau noir de l'anarchie.

Claude Nepper (Gr. François-Rabelais)

(1) A ne pas confondre avec le Parti nationaliste français et européen (PNFE), dont l'organe est *Tribune nationaliste*.

(2) Voir l'article paru dans le n° 786 du ML, en page 6, à propos du tract de l'Action française lycéenne de Dijon.

SQUATTERS

Sur le front des expulsions

SUITE à la manifestation du samedi 19 mai, qui avait rassemblé 5 000 personnes pour exiger le relogement de tous les occupants de la place de la Réunion (voir les précédents ML), différentes délégations ont été reçues, lundi 21 mai, à la Mairie de Paris, à la préfecture et même à Matignon, délégations constituées notamment du Secours catholique, des Compagnons d'Emmaüs et de la LICRA. Les pouvoirs publics refusent en effet de considérer le comité comme étant le « dernier bastion d'Action Directe et de l'ultra gauche en France » (sic). Suite à ces négociations, on apprend que la Mairie de Paris se chargera de reloger 14 familles, l'Etat, représenté par la Caisse des dépôts et consignations 7 familles et autant pour l'association « un logement pour tous », société HLM qui doit racheter le 67 rue des Vignoles, d'où a été expulsé le Comité des mal-logés... Bilan des négociations : 28 propositions de logement pour 48 familles ! Très vite, ces propositions s'avèrent être fondées sur du sable mouvant : c'est ainsi que les 7 familles prises en charge par « un logement pour tous » seront relogées dans l'immeuble dont elles ont été expulsées, mais après rénovation, c'est à dire dans 18 mois minimum ! Quant à la Mairie de Paris, elle fait bien vite démurer un immeuble qu'elle gère à Saint-Denis, et qui était voué à la réhabilitation... Mécontentement des voisins et de la mairie communiste qui refuse d'accueillir les expulsés de la capitale. La nuit, les logements sont remurés. Paris porte plainte pour voie de faits contre Saint-Denis qui répond en déposant plain-

te pour non-respect de contrat de réhabilitation. En fin de semaine, quatre familles du square de la Réunion sont invitées à visiter les appartements qui leur sont réservés : un F2 pour un couple avec 6 enfants, une baignoire sans eau chaude pour un autre... Elles refusent aussitôt de telles conditions. A l'heure où nous bouclons ce journal, après plus de trois semaines de lutte, seule une famille a réussi à signer un bail en banlieue. Elle revient passer chaque nuit au square de la Réunion, en solidarité avec les trois cents autres personnes qui y dorment.

tions insupportables. C'est dans ces conditions que 6 d'entre elles ont décidé de camper sur le parvis du Sacré-Coeur et d'y entamer une grève de la faim si elles ne sont pas relogées décemment.

Rue Petit, retour à la case départ

Les locataires du 51 de la rue Petit, dans le 19e, qui avaient été relogés provisoirement par la Mairie après avoir campé durant deux semaines sur les marches de celle-ci, sont revenus, vendredi 26 mai, dormir contre le mur de « la maison du peuple ». Le samedi 5 mai en effet, un accord avait été conclu entre le maire et les élus du PS et du PC : la municipalité s'engageait à payer le logement provisoire jusqu'à ce qu'une solution définitive soit trouvée, vers le 20 mai. Le 25 au matin, le Bureau d'aide sociale annonce à ces familles qu'il leur faut reconstituer des dossiers et que de toutes façons les subsides diminueraient de 5% chaque semaine. Ne voyant toujours pas de solution définitive à l'horizon, une dizaine d'entre elles décident de revenir dormir à la belle étoile sur la place de la mairie. Quant aux expulsés du 155 de la rue de Flandre, ils dorment toujours une nuit ici, une autre là, aucune solution ne leur ayant été proposée.

Le Sacré-Coeur squatté !

Le jeudi 23 mai, au matin, 6 familles, dont 24 enfants installent, avec l'aide d'Emmaüs, du Secours Catholique et du Secours Populaire une grande tente et des matelas sur le parvis du Sacré Coeur, à l'intérieur des grilles. L'endroit est consacré, la police ne peut intervenir que sur invitation du recteur de la basilique. Au départ celui-ci furieux envoie le jet d'eau sur les occupants et s'apprête à appeler les forces de l'ordre. Il faudra l'intervention de quelques paroissiens et de Monseigneur Lustiger, en personne, pour calmer le « saint homme ».

Ces familles ne sont pas expulsées de fraîche date. Elles ont été évacuées pour péril, avec de nombreux voisins, entre le 19 juillet 1989 et le 11 janvier 90, de quatre immeubles qu'elles occupaient en toute légalité sous la Butte Montmartre. Lors de l'évacuation, on leur dit de ne prendre que le minimum puisqu'elles seraient relogées quelques semaines après. Cela fait maintenant de 6 à 11 mois qu'elles vivent à l'hôtel, avec parfois 5 enfants, sans possibilité d'y faire la cuisine, dans des condi-

Vers l'union des luttes ?

Trois foyers de lutte des expulsés existent donc actuellement dans les 18, 19 et 20e arrondissements de Paris. La lutte a commencé il y a un mois, d'autres expulsions sont annoncées. Il est clair que les pouvoirs publics tablent sur l'usure et l'arrivée des vacances prochaines pour étouf-



Voici le logo du Comité des mal-logés.

fer l'affaire et renvoyer ces gens aux revenus modestes en lointaine banlieue. Il faut donc faire vite et ne plus se contenter de manifester séparément pour chaque arrondissement. D'ores et déjà des contacts sont pris entre les trois camps. Pour aller plus loin, il est nécessaire que le Comité des mal-logés accepte de composer avec des familles non-adhérentes et n'ayant pas forcément ses positions, que les militants communistes et socialistes du 19e acceptent de travailler avec des gens qui n'ont plus guère confiance dans les élus, et de se mettre derrière les expulsés, avec d'autres associations, et non devant eux. Une réunion de toutes les associations du 19e devrait se tenir dans les prochains jours, afin de créer un collectif de lutte dans l'arrondissement, qu'on espère voir s'élargir aux deux autres. Si cette union arrive à terme, et si une solution n'est pas rapidement trouvée par les pouvoirs publics, les touristes étrangers qui viendront nombreux encore cet été visiter la capitale risquent de découvrir un aspect de la « Ville Lumière » qu'ils n'avaient pas encore soupçonné.

Pascal (Radio-Libertaire)

MAL-LOGES

Rue Petit

SAMEDI 26 mai, 7 h du matin, place Armand-Carrel (19e) entre le parc des Buttes Chaumont et la mairie de l'arrondissement. Un fourgon de police, moteur en marche, semble sur le qui vive sur cette place déserte, pourquoi ? La raison est là sur le côté droit de la mairie, rue du Rhin : des matelas entassés où dorment les expulsés de la rue Petit.

Triste retour à la case départ. Ceux qui avaient, le 5 mai au soir, trouvé des solutions de logement en sont au même point avec le sentiment que la mairie de Paris et les Pouvoirs publics jouent toujours au flipper avec eux... Le maire de l'arrondissement ne cesse de clamer son impuissance administrative. Le plan de réhabilitation de l'Est parisien a pris une forme inquiétante.

On expulse à Paris, on envoie des familles dans des banlieues sans avertir les municipalités et ainsi l'adjoint au logement de Chirac peut dire que la municipalité communiste de Saint-Denis refuse l'arrivée d'immigrés. Réhabilitation des cités de transit, diminution du financement des logements sociaux, 1200 en attente de financement sont autant d'imbroglios juridiques dont la Ville de Paris se fait un malin plaisir à aggraver.

Municipalités communistes, Ville de Paris, Préfecture, Pouvoirs publics, associations, entre toutes ces entités

les expulsés de la place de la Réunion, ceux de la rue de Flandre, ceux de la rue Petit et ceux à venir vont-ils s'en sortir sans servir à autre chose qu'à des enjeux politiques ?

A l'heure où *Le Monde libertaire* boucle on peut se risquer à dire que dans le Nord-Est parisien l'unité la plus large s'évertue à ce que les familles expulsées retrouvent un logement. Parti communiste, Emmaüs, libertaires et diverses composantes de l'extrême gauche ont contribué à ce que « les pouvoirs publics cherchent une porte de sortie : hier ils ont expulsés, aujourd'hui ils promettent des relogements » était-il écrit sur un tract, distribué sur la place de la Réunion. Tout cela « grâce à l'extraordinaire mouvement de solidarité, à l'unité d'individus et d'organisations très différents. » Pourvu que cela dure.

Pendant ce temps, la « bonne presse » parle de l'état de la chlorophylle en Ile-de-France et fait le point sur l'état des lieux des espaces verts et la politique de l'arbre à Paris.

A propos, les expulsés du 155, rue de Flandre ont-ils pu récupérer leurs effets personnels ? Mais ça, on ne nous le dit pas !

Alexis Pierre (Gr. Pierre-Besnard)

Le choc des photos

L'abondance des articles sur le problème des expulsions nous a conduit à privilégier le texte au détriment de l'image, qui jusqu'à la semaine dernière nous firaient défaut (exception faite d'une photo montrant une charge de CRS, dans le n° 785 du ML).

La semaine dernière, des problèmes survenus au flashage nous ont privé d'une photo — en page 4 — prise lors de la manif du 10 mai. Aujourd'hui nous sommes en mesure de vous en livrer une et espérons poursuivre en ce sens les prochaines fois, car, hélas, les expulsions risquent d'être durablement d'actualité.



Place de la Réunion : les gens campent au pied du 67, rue des Vignoles, situé à droite sur cette photo.

Solidarité

Six familles, avec des enfants en bas âge, ont entamé une occupation, le jeudi 23 mai, sur les marches du Sacré-Coeur. Ces familles viennent de la rue Feutrier, de la rue Myhra, de la rue Laghouat...

Rue Feutrier, il y avait 22 familles lors de l'expulsion du 10 janvier. A ce jour 4 familles seulement se sont vues attribuer un logement. D'autres sont à l'hôtel, notamment rue des Martyrs (9e). L'hôtel, les dépannages entre parents aboutissent au surpeuplement des logements et aux problèmes financiers car l'hôtel coûte cher.

Les enfants doivent avoir une vie normale, aller à l'école comme tout le monde. Les parents veulent travailler, être logés, élever leurs enfants dignement. On ne peut plus accepter de telles situations causées par la spéculation et conduisant aux expulsions. Voilà un cycle infernal qu'il faut briser.

Depuis la loi Méhaignerie la spéculation immobilière, les hausses de loyers et le prix du m2 ont pris une telle ampleur qu'il n'est guère de Parisiens qui n'en souffrent. Les familles qui ont décidé d'occuper le parvis du Sacré-Coeur ont raison de se défendre. En les soutenant nous défendons notre droit à tous d'être logés correctement à Paris. Pesons dans la balance pour que la Ville de Paris prenne ses responsabilités.

A l'appel de nombreuses associations un rassemblement s'est tenu le vendredi 25 mai, à 17 h, devant la mairie du 18e arrondissement (M° Jules-Joffrin).

Tract distribué le 25 mai.

EN BREF

INITIATIVE

Dans le cadre de la campagne de solidarité avec les expulsés de la place de la Réunion l'OCL, l'association Reflex, le Scalp organisent une fête de soutien le vendredi 1er juin, à partir de 19 h, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Au programme : musique, animations, buffet et débats... Les bénéfices de cette soirée seront versés au Comité des mal-logés et aux familles.

PRESSE

Le n° 37 de *Ruptures*, bulletin édité par l'OCL-Champigny vient de paraître *Ruptures* est un bulletin de liaison des pratiques militantes d'entreprises et de quartiers... Vous trouverez des informations sur les dernières luttes en cours. L'abonnement est de 90 francs. Adresse : *Rupture*, BP 1, 94501 Champigny cedex (Chèques à libeller à l'ordre de Marc Alizon).

SYNDICALISME

« Le syndicalisme dans la fonction publique », tel est le thème du débat organisé par le SUTSSE (Syndicat unique des travailleurs de la santé, du social et de l'Education adhérent à la CNT) le samedi 2 juin, à 20 h, au 2, impasse Métal, 69100 Villeurbanne (M° République ou Charpenne), à dix minutes à pied du CCO.

PRESSE

Le n° 2 de la revue libertaire *Sous la plage les pavés* est disponible, au prix de 3,50 F, en écrivant à Laurent Joly, BP 273, 38407 Saint-Martin-d'Hères cedex.

URSS

Sous la pérestroïka... le KGB !



Piotr Siuda. Ph. KAS

P IOTR Petrovitch Siuda, militant de la KAS (Confédération anarcho-syndicaliste), est décédé le 5 mai à l'âge de 53 ans, à la suite de coups et blessures. Il enquêtait sur la répression entreprise par le KGB, en 1962, à l'encontre du mouvement ouvrier, dans la ville de Novotcherkassk (1). Malgré le silence (à ce jour) de la presse française, il est essentiel de développer l'information sur cet assassinat.

Citons des extraits de *Volia* (« Liberté ») (2) daté du mois d'août 1989 : « Au mois de juin 1989 la presse officielle a enfin brisé le mur du silence autour de la tragédie de Novotcherkassk de 1962, quand l'armée fut lancée contre les grévistes. Ainsi, *Komsomolskaya Pravda* (journal des Jeunesses communistes) et *Litteraturnaya Gazeta* (organe de l'union des écrivains) ont publié des compte-rendus détaillés. Ce mince flot d'informations n'a pu jaillir que grâce à l'activité de Piotr Siuda, un des grévistes de 1962, qui a rassemblé des témoignages de plusieurs personnes et a publié ces informations dans les publications samizdat (presse clandestine)

bien avant les publications officielles (entre autre, l'édition spéciale de *Obtchina*. Piotr Siuda s'est adressé à maintes reprises au Comité central du PCUS, au Praesidium du soviet suprême de l'URSS, au Tribunal suprême de l'URSS en exigeant toute la lumière sur les événements de Novotcherkassk et la réhabilitation des victimes du massacre.

Crimes contre l'humanité

Dans sa déclaration au Soviet suprême, datée du 6 juillet 1989, il écrit : « *Malgré mes vingt-sept ans d'efforts pour connaître la vérité et faire toute la lumière sur la tragédie de Novotcherkassk du 13 juin 1962, jusqu'à présent, grâce aux organismes du Parti et de l'Etat, plusieurs faits et circonstances sont entourés du secret. On ne connaît toujours pas ni les noms ni le nombre des tués et des condamnés. Le secret le plus sinistre demeure sur le destin des blessés, qui ont été évacués des hôpitaux de la ville et emmenés dans une direction inconnue. Ce n'est que maintenant qu'on commence à apprendre que les blessés ont été emmenés dans un ravin non loin d'un des lieux-dits aux environs de Novotcherkassk où ils furent exterminés et enterrés. Le silence autour des blessés occulte la vérité non seulement sur le crime contre les habitants de Novotcherkassk, mais aussi sur le crime contre le peuple et l'humanité...*

« *Etant donné que les crimes contre l'humanité du genre de celui de Novotcherkassk n'ont pas, ne peuvent pas avoir, ne doivent pas avoir de prescription étant donné également que l'appareil du Parti et de l'Etat est entièrement responsable des crimes contre le peuple et l'humanité à Novotcherkassk en 1962, une enquête*

détaillée sur les faits et les circonstances du crime, ainsi que sur la lenteur bureaucratique (18 mois pour examiner mes plaintes visant la réhabilitation des victimes du massacre) est actuellement politiquement indispensable.

L'expérience nous dicte, en cas de refus de mener l'enquête, la nécessité de faire appel à la population de l'URSS, à travers la presse indépendante et les mouvements sociaux et politiques indépendants, de s'adresser, avec leur aide et soutien, à l'opinion internationale et de saisir le Tribunal international de La Haye'. »

Les insurrections des ouvriers en URSS furent nombreuses au début des années soixante. En plus de Novotcherkassk, ces mouvements, dont la presse n'a jamais parlé, ont eu lieu à Alexandrov, Mouroum, Nijni Taguil, Temir-Taou, Odessa, Dneprodzerjinsk, Ioubny, Koubychev, Kemerov, Krivoy Rog, Grosny, Donetsk, Yaroslavl et dans d'autres villes.

Quand l'Etat ouvrier assassine les ouvriers

A Temir-Taou (Kazakhstan), la révolte éclatée le 3 octobre 1959 à cause des mauvaises conditions de logement et les bas salaires, inférieurs à ceux des ouvriers Bulgares, Polonais et Roumains travaillant dans la ville. Les ouvriers (une cinquantaine) ont incendié une cantine en signe de protestation contre la mauvaise nourriture. Après cela ils sont allés au marché où ils ont pris des produits d'alimentation de force en jetant des pierres contre les militaires. Mille cinq-cent ouvriers ont érigé des barricades. Le lendemain, les soldats sont arrivés, mais les ouvriers ont pu s'emparer de leurs armes. Plus tard, le gouvernement a envoyé des renforts. Devant l'échec des négociations, le

commandement a donné l'ordre de charger. Plus de cent ouvriers ont été tués. Les autres, y compris des badauds, ont été emmenés en camions vers une direction inconnue.

A Alexandrov (République de Russie), les événements se sont produits en été 1961. Un ouvrier est mort de coups infligés par la milice. Les ouvriers de l'usine où il travaillait se sont mis en grève et sont allés, en cortège, vers le commissariat avec des banderoles réclamant le procès des assassins. Ils ont pris d'assaut le commissariat et l'ont incendié. Ensuite, ils sont allés vers la prison où les soldats se sont refusés à tirer sur la foule. Les troupes spéciales sont alors intervenues et un massacre s'en est suivi. Les arrestations massives n'ont pas tardé. Le nombre de tués était supérieur à la centaine. Certaines des personnes arrêtées ont été portées disparues. Il a été interdit aux parents d'enterrer leurs morts. Le directeur de l'usine qui a soutenu la grève, le médecin qui a exhumé le cadavre du premier ouvrier assassiné et a attesté de sa mort à la suite de coups, le peintre qui a confectionné les banderoles ont été jugés en secret et fusillés.

A Dneprodzerjinsk (Ukraine), en 1962, les miliciens arrêtent quelques personnes célébrant un mariage. Ils les rouent de coups. Des passants protestent. La foule entoure le car de la milice, qui prend feu. Les miliciens s'enfuient. Les prisonniers se trouvant dans le car ont péri. Aux cris de « fascistes » la foule s'est jetée sur le commissariat et l'a détruit. Par la suite, la foule a brisé les fenêtres du siège local du Parti communiste. Le responsable du parti a alors appelé l'armée. Les soldats ont fait usage de leurs armes. Le nombre des victimes est jusqu'à présent inconnu.

Et ainsi de suite. Ces faits ont été rapportés par Vadim Belotserkovskij dans son livre *Le goulag portatif de l'émigra-*

tion russe, paru à Munich en 1983. La KAS en a publié des extraits dans le numéro 40, de février 1990, d'*Obtchina*.

Ce n'est pas la première fois que les anarchistes sont persécutés sous la pérestroïka. Le membre de la Kas et rédacteur en chef du journal *Svetcha* (« Bougie »), publié à Irkoutsk (Sibérie), Igor Podchivalov, a été déclaré hooligan (malfaiteur) et s'est vu emprisonné en mars 1989. Ce n'est que grâce à l'appui de Sakharov et des habitants de la ville qu'il a été libéré après avoir payé une forte amende.

Solidarité contre la répression

Ce n'est pas non plus la première fois que des gens sont tués ou simplement roués de coups par le KGB sous la pérestroïka. Les cas sont nombreux. Souvenez-vous de Sotnikov, responsable du comité de grève des mineurs de Sibérie, assassiné. Souvenez-vous de Kouznetsov, ce journaliste qui a enquêté sur le KGB et a été emprisonné sans jugement, libéré à présent. Kouznetsov est, aujourd'hui, semi-invalidé : ses poumons ont été perforés à la suite de coups.

Les gens meurent pour la vérité, pour la soif naturelle de liberté tandis que l'Occident applaudit aux réformes inexistantes de Gorbachev. Non, touchez à Gorbi ! Luttez pour la liberté d'opinions en URSS ! Dénoncez les abus ! Soyez solidaires avec la KAS et toutes les voix libres qui appellent en URSS. Ne laissez pas le KGB les étouffer. Ne soyez pas dupes. Les forces libres en URSS ont besoin de votre soutien.

Vladimir

(1) Voir les n° 785 et 786 du *Monde libertaire*.
(2) Un des journaux de la KAS.

CUBA

Liberté pour tous ! (1)

L E fascisme rouge n'est pas encore mort. A Cuba le marxisme-léninisme assassine toujours. Dès leur prise du pouvoir, les castristes n'ont cessé de persécuter les anarchistes, qui pourtant avaient joué un rôle important dans le renversement de la du régime de Batista (2).

Au fil des ans Castro et consorts ont intensifié la répression, de ce fait nombre de militants ont été assassinés : Ramon Toledo Lugo, Armando Hernandez, etc. D'autres sont en prison : les frères David, Carlos, Jorge Cardo, Jesus Varda, Israel Lopez Toledo, Timoteo Toledo Lugo. Leurs compagnes ont subi le même sort, sous le motif suivant : conspiration contre l'Etat. Les membres du groupe anarcho-syndicaliste cubain Emiliano Zapata sont eux aussi les victimes de sévices, en raison de leur part active lors de grèves qui eurent lieu en 1982. A Cuba, les menées syndicales sont considérées comme contre-révolutionnaires et sont donc passibles de la peine capitale. La police a arrêté, au lendemain des grèves de 1982, vingt militants du groupe Zapata. Cinq des ces vingt militants furent condamnés à mort, avant

que la peine soit commuée en détention à perpétuité, à la suite d'une campagne menée par nos camarades exilés. D'autres encore comme Larida Paron furent assassinés sous la torture. Du groupe nous ne savons quasiment plus rien, sauf au sujet de Angel Donato Martinez qui selon la rumeur devrait toujours se trouver en détention à la prison Combinado del Este.

Dès à présent, la solidarité internationale doit s'organiser, en demandant immédiatement aux autorités cubaines, par le truchement des ambassades, la libération de tous les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés à Cuba.

Sylvain Eischenfeld
(Gr. Flores-Magon)

(1) Pour un complément d'information lisez le n° 195 du mensuel britannique *Black Flag* et le n° du mois de mai du journal *Tierra y Libertad*.

(2) sur ce sujet, les éditions Partage noir ont réédité le disque du congrès de Carrare (1968), où le délégué mexicain intervenait à propos de la répression anti-anarchiste menée à Cuba.

RFA

Echo des prisons

A la mi-mars, des mouvements de grève de la faim se sont déclenchés dans deux prisons simultanément à Bochum et Dortmund. Les revendications des détenus allemands et italiens (incarcérés en RFA) restent toujours d'actualité.

Sept Allemands et dix Italiens faisaient la grève de la faim pour réclamer surtout l'égalité des droits des détenus qu'ils soient allemands ou pas. Pas d'incarcération à double vitesse souhaitent-ils.

Les détenus exigent que tous puissent avoir « droit » aux mesures préparatoires pour la « réinsertion » : sorties, vacances, formation professionnelle, travail à l'extérieur (autant d'éléments de progrès pour le réapprentissage de la liberté, N.d.T.).

Jusqu'à maintenant les non-allemands incarcérés n'avaient pas le droit à ces mesures, cela entraîne l'isolement complet des étrangers et une inexistence des rapports familiaux.

De plus se pose des problèmes linguistiques qui ne leur permettent pas de faire valoir leurs droits fondamentaux face à la justice-Etat.

Les détenus étrangers refusent également toute procédure d'expulsion qui interviendrait durant la détention... et toutes les

mesures discriminatoires visant à rendre leur détention plus pénible que les autres.

A Preungesheim, près de Francfort, des détenus ont fait une déclaration à la suite du suicide d'un prisonnier colombien « container vivant », transportant des stupéfiants. Quatre semaines après son interpellation celui-ci se suicida parce qu'il ne supportait plus sa situation carcérale. Demeurent aujourd'hui sa femme à la prison pour femmes de Francfort et deux enfants en Colombie.

Ses co-détenus expliquent dans leur déclaration que c'est à cause des conditions sociales et économiques en Colombie que le « cartel » a pu l'utiliser comme « container vivant », sachant pertinemment que 95% des individus porteurs de stupéfiants étaient interpellés à l'aéroport de Francfort.

Ils appellent à soutenir financièrement sa veuve (pour payer les frais de justice) et ses enfants.

Heureusement que la solidarité existe encore en taule !

Burkhard et Bernard
(Gr. Humeurs noires de Lille)
Traduit du n° 95 d'*Interim*

Communiqué FA

Conformément à notre engagement, le colloque international « Est-Ouest, la révolution reste à faire ! » restera dans notre mémoire collective du fait de l'édition d'un ouvrage (Editions du Monde libertaire) : *Les Actes du colloque du 1er Mai*.

Nous sommes en train de retranscrire les cassettes des tables rondes, afin d'en synthétiser les moments forts et l'essentiel des interventions.

Dans ce cadre, nous faisons appel aux lecteurs du *Monde libertaire*, qui furent présent au colloque, pour qu'ils nous donnent leurs impressions, fassent des critiques, donnent leur opinion sur la façon dont ils ont vécu cette journée. Nous recherchons également des photos prises lors de la manifestation et lors du colloque.

En nous écrivant, vous nous aiderez à rendre *Les Actes du colloque* plus riches et plus vivants.

Un montage vidéo est également en préparation, il sera disponible à l'automne.

Le secrétariat
aux Relations Internationales

DECES

Robert Jospin n'est plus !

J'ai quelque fois entendu dire qu'on ne mesure l'importance de l'existence d'un homme que lorsque ce dernier nous a quittés à jamais. comme je mesure aujourd'hui la véracité de ce propos !

Ainsi, je lisais toujours avec le plus vif intérêt, et ce, depuis une douzaine d'années, les articles de Robert Jospin dans *Le Réfractaire* d'abord, puis dans *Le Libertaire* et enfin, avec la même attention et le même intérêt sa chronique mensuelle dans *L'Union pacifiste*.

Il aimait à citer Jaurès qui disait : « le combat pour la paix est le plus noble des combats. » C'est qu'originnaire du nord de la France, il connut, adolescent, la guerre de 1914 et en subit toutes les misères et tous les avatars, « prisonnier civil » dans une ville occupée.

Tout cela le fit réfléchir. Notons qu'il fut élevé dans un milieu très religieux mais, comme Han Ryner qu'il estimera et dont il défendra l'œuvre, il considère très vite le christianisme comme ayant été, à ses débuts, admirable dans ses leçons, mais complètement trahi par la suite par ceux qui prétendent le servir.

Dès les années vingt, Robert Jospin sait une fois pour toute que les hommes sont

partout les mêmes, avec de semblables souffrances mais aussi avec d'identiques espérances.

Vers les années 1925-1926, rencontrant par hasard des camarades qui vendaient *La Patrie humaine* de Victor Méric, Roger Monclin et quelques autres, il les suit et commence à écrire dans ce journal. parallèlement il devient le secrétaire général de la Ligue internationale des combattants de la paix et le restera jusqu'en 1939.

Ainsi commence sa longue « croisade » de militant et d'apôtre de la paix qui ne prendra fin qu'avec sa mort survenue en ce début de mois de mai.

Je suis pacifiste !

Parallèlement à son activité de militant pacifiste et libertaire, étant licencié ès-Lettres en 1930, il sera professeur de cours complémentaires jusqu'en 1944, année où sa vie professionnelle prendra une orientation nouvelle, il se tourne, en effet, vers l'enfance délinquante et devient délégué à la Liberté surveillée et est nommé directeur d'un établissement pour délinquants. Nul doute qu'il sut prodiguer la meilleure influence qui soit auprès de

ces enfants, et ceci jusqu'à sa retraite survenue dans les années soixante.

Terminons ces propos en citant Robert Jospin, lui-même : « *Homme âgé, je suis pacifiste, persuadé que c'est la vérité suprême. Qu'il n'en est point d'autre et que l'humanité s'en va vers un péril extrême si elle continue sa folle politique d'armement qui ruine et qui ne construit pas, qui meurtrit et qui n'ouvre pas devant nous les portes de l'espérance entrevue. Je suis pacifiste, plus que d'instinct, de réflexion, plus que de réflexion, d'expérience, et ce pacifisme là est comme un roc que les flots de la sottise pourront battre inlassablement sans jamais l'ébranler.* »

Et c'est pourquoi, par-delà la mort, par ses écrits, par la mémoire de l'exemplarité de sa vie qui reste en chacun de ceux, jeunes et moins jeunes, qui l'ont connu, Robert Jospin reste et restera un « pur levain pour l'homme à venir » pour reprendre cette belle image dont il usait souvent lorsqu'il évoquait les thèses anarcho-pacifistes qui nous sont chères.

Le Père Chat
(chroniqueur au *Libertaire*)

DETENTION

La castration pénitenciaire

DES barreaux de métal, des murs de pierre, des portes de fer et de bois, des verrous d'acier, des serrures aux cliquetis de haine et de mort.

Seul, nu, chair et sang torturés, l'homme se débat contre la pierre et le métal. Il ne reste que les souvenirs et les rêves. Les poings et les pieds cognent le fer et le béton. C'est le désert, la planète du néant, l'univers de la mort lente.

Un homme se désagrège

Les années se suivent et se ressemblent. Un homme se désagrège peu à peu. Il ne lui reste que les pleurs et la nuit du désespoir. Mais il est trop tard. Le cœur déchiré, il se masturbe avec frénésie. sur le béton rouge.

« Je me branle tous les jours. J'en ai marre. Mais je ne peux pas faire autrement. J'ai vingt ans. Si je reste dix ans en prison, je me serai branlé 3650 fois. »

Que sont devenues les femmes ? il n'en reste plus; elles n'existent pas.

« Je suis devenu une bête. Je ne les vois plus comme des êtres humains. Je regarde comme un obsédé les revues pornographiques. »

Complètement fou, l'homme fabrique des lunettes optiques. Il regarde au loin, dans les immeubles de la cité voisine. Il imagine, il fantasme, il délire. Il n'y a rien à voir. Il se masturbe avec frénésie. N'en pouvant plus, il remonte sur sa fenêtre. Il se déshabille. Les femmes le regardent. Le monde entier le contemple. Il se cambre sur la terre aride et desséchée de sa solitude.

« Puisqu'il n'y a pas de femmes, il me reste un ami. Nous ne nous



voions pas souvent. Et puis les matons surveillent. Il n'y a pas intérêt à se faire piquer. Ce serait le mitard. »

Cela donne des étreintes à la hâte, derrière un tas de bois ou dans des waters, des branlettes furtives au cinéma ou à la télévision, des jouissances coupables pour des angoisses sans nom et des souffrances infinies.

Tout est bon. Telle une brute, l'homme peut se jeter sur un chat (Fresnes : quartier des mineurs) ou une truie (Caen : centre de détention), tout, plutôt que le sang bouillonnant qui cogne contre la tempe. Tout, plutôt qu'une érection qui dure la nuit entière, dans la douleur, du crépuscule à l'aube.

L'homme remâche son amertume et sa colère. Il se sent sale. Il est

moche. Il vieillit. Il se détruit. Il tombe en poussière, il est vieux. Il se meurt de n'avoir pas vécu.

Il reste bien quelques fétiches, de jolies photos pour des mains erratiques. Le cercle infernal se referme. Celui de la folie masturbatoire. L'homme se tourne avec dégoût contre le mur. Il ne veut pas voir la lumière de la ronde qui passe.

« Vous êtes libre »

Un jour, le gong résonne : « vous êtes libre. » c'est la « quille ». Alors, on fait la fête. « On va boire un coup. Puis en tirer un » (l'un des refrains les plus connus de l'univers carcéral). Pour ce qui est de boire, pas de problème. La suite est moins glorieuse.

Jeanne d'Arc

La séduction qu'exerce cette bergère sur nos hommes politiques a de quoi surprendre. De Mitterrand à Lecanuet, de Chirac à Le Pen, tous n'ont d'yeux que pour la gardeuse de moutons de Vaucouleurs. Cette attirance saisonnière pour les travailleuses de la campagne, qui se manifeste régulièrement début mai, ne paraît pas toutefois s'exercer avec la même ardeur quand il s'agit des vraies ouvrières agricoles de 1990. si nos renseignements sont exacts, ni Michel Rocard ni Jean-Marie Le Pen n'ont poussé l'amour de la terre jusqu'à épouser des bergères au SMIC, fussent-elles directement inspirées par Dieu ou Monseigneur Lustiger.

Et si les chaumières dans les quelles ils passent leurs week-ends ou les familles auxquelles ils sont alliés n'évoquent pas précisément la petite payannerie laborieuse.

Qu'est-ce qui peut bien alors les pousser aussi irrésistiblement vers les délices de la vie champêtre ? Leurs biographes nous assurent que Le Pen serait plutôt attiré par les cimenteries Lambert que par les petits oiseaux, tandis que Rocard aurait raté de peu un magnifique mariage avec l'héritière de Wendel, une famille qui n'est pas réputée pour ses activités bucoliques.

Certes, Jeanne a des mérites de nature pratiquement sportive : cramponnant d'une main sa virginité et de l'autre son épée, toutes les deux bénies par les plus hautes autorités ecclésiastiques, elle a bouté l'étranger hors de l'hexagone, lequel n'était d'ailleurs à l'époque qu'un polygone très imparfait. Tout cela en compagnie de Gilles de Rais, le futur Barbe bleue, un catholique particulièrement audacieux, qui n'avait pas encore à son actif ses quatre cents meurtres d'enfants, mais qui était déjà très expérimenté dans l'art du massacre chrétien traditionnel.

L'histoire ne dit pas exactement le nombre d'Anglais que Jeanne a étalé pour le compte, mais le score doit être suffisamment élevé pour justifier que la Sainte Eglise apostolique, catholique et romaine, la canonise en 1920, après l'avoir classée parmi bienheureux dès 1916.

On peut s'étonner évidemment du temps de réflexion un peu longuet mis par la curie romaine pour décider de la sainteté de la bergère, mais ce sont des choses qui ne se font pas à la légère ! les virginités catholiques, comme les projectiles chrétiens, doivent être examinés de près avant homologation !

Dans l'intervalle, Charles Péguy en avait vanté tous les mérites avant d'aller, fort logiquement se faire dégommer dans un champ de betteraves patriotiques, du côté de la Marne. d'autres écrivains, diaboliquement inspirés comme Voltaire, avaient ricané devant cette légende moutonnaire venue d'un autre âge, et si soigneusement entretenue par tous les traineurs de sabre et autres buveurs de sang impur.

Aujourd'hui, la bergère de Donrémy renaît chaque 8 mai, la date de la libération d'Orléans correspondant fort opportunément à la « victoire » de 1945. A supposer bien entendu que cinquante millions de morts constituent une victoire pour l'humanité.

Les amateurs de symboles patriotiques et tous les chasseurs d'étrangers pourraient pourtant lui trouver aisément un autre judicieux anniversaire : le 8 mai 1945, n'est-ce pas le jour choisi par les bons petits Français tricolores pour aller bouter hors de chez eux ces chiens de musulmans, qui profanaient par leur présence impie le sol sacré de la région de Sétif ?

Les massacres de Sétif, sur lesquels nos historiens passent si pudiquement, n'auraient fait semble-t-il que vingt mille morts.

Qu'attend exactement l'Eglise de France pour canoniser les glorieux auteurs de ces héroïques exploits, même si, à vrai dire, tous n'étaient pas absolument vierges au moment des faits ?

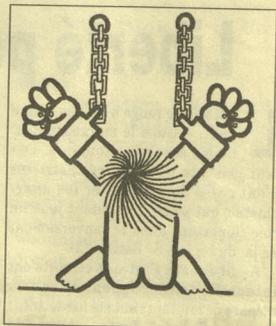
Guimou de la Tronche

Souvent c'est l'échec. Le sexe est mort, assassiné par l'administration pénitentiaire.

La sortie de prison est une belle mascarade. Qu'est-ce que cela signifie de remettre un homme dans la société, quand on l'a tué affectivement et sexuellement. Sans doute, avec le temps, surmontera-t-il son impuissance. Et encore, pas toujours. Mais combien vont traîner, pour le restant de leur vie, une impossibilité à aimer ou à supporter d'être aimé, qui fera le désespoir de celles qu'ils rencontreront ? L'anesthésie affective est le meilleur métal, pour ne pas crever en taule. Bien sûr, les spécialistes ne le connaissent pas. Ils ne parlent que d'espace carcéral et d'insertion professionnelle.

Il est temps de crier que l'homme est un individu affectif et sexuel. On ne laisse pas son sexe au greffe de la maison d'arrêt. La prison c'est la mort du sexe et de l'amour. C'est la castration pure et simple. Il n'existe qu'une seule solution : la volatilisation des serrures, des verrous, des barreaux, des portes et des murs. La destruction de la prison.

Jacques (Gr. Camillo-Berneri),
Patrick (Gr. Henry-Poullaille)
et Hervé (CNP-Fresnes)



Sur
RADIO-LIBERTAIRE
(89.4 FM)
chaque mercredi,
« RAS LES MURS »
émission
sur la prison,
de 20 h 30 à 22 h 30.

CINEMA

Etre gay... le pied ?

TORCH Song Trilogy remet en question la conception traditionnelle des gays. Car le film souligne la revendication d'une certaine conformité, brisant par là la thématique d'usage de l'homosexualité comme exotisme. Le personnage incarné et imaginé par Harvey Fierstein ne correspond effectivement pas au portrait robot du marginal. Fort banalement, il désire un foyer, un enfant, un amour. Et très systématiquement ces aspirations communes lui sont refusées. C'est indéniable Arnold est différent : malgré sa voix rauque, il porte jupes, talons, bijoux et son cœur n'élite que les hommes. De là les violences quasi permanentes dont il est l'objet. Violences souvent concrètes (des voyous assassinent son ami à coups de bannes de base-ball) mais aussi symboliques, et cela perpétuellement (sa mère ne peut supporter qu'il ose comparer son deuil au sien). « Les pédés n'ont pas le droit d'aimer », constate-t-il amèrement. Cet interdit social constamment réitéré repose la plupart du temps sur l'une des pratiques courantes de la communauté

gay, à savoir, l'échange constant de partenaires. Parce qu'ils heurtent de la sorte les principes moraux dominant et le quotidien petit bourgeois, les gays ne peuvent prétendre en conséquence à une quelconque sensibilité. La bonne société ne veut se voir affilier que des individus normalisés.

Se faire accepter est un point fondamental de la lutte des gays, mais cela nécessite au préalable de s'assumer en tant qu'homosexuel. Ce n'est pas toujours facile. Comment revendiquer son identité quand on baigne dans un climat d'hostilité ou tout au moins de réprobation ? Le monde dans lequel luttent les gays est conçu et construit par les hétéros. Arnold le note justement lorsqu'il invite sa mère : celle-ci se refuse à se projeter ne serait ce qu'un instant dans un univers où la norme serait l'homosexualité exclusive. seule une telle expérience mentale permet d'apprécier réellement l'ampleur des vexations et de la dévaluation auxquelles n'importe quel gay se trouve quotidiennement confronté. car la difficulté d'intégration est aussi toute concrète. Soulignons

qu'aujourd'hui encore un couple gay ne peut avoir accès aux droits de base, concédés de longue date aux hétéros (la reconnaissance du concubinage, le droit aux allocations pour les conjoints, le droit à l'adoption, etc). Ici comme ailleurs l'appareil étatique et judiciaire fonctionne en permanence sur une logique discriminatoire. « Les petites rivières forment les grands fleuves » dit l'adage, c'est à l'évidence le rôle des libertaires de s'investir dans la lutte pour la reconnaissance pleine et entière de la dignité et des droits des homosexuels. Car qu'on ne se y trompe pas, ce sont le droit à la différence et l'affirmation des identités plurielles qui sont ici en jeu. Torch song Trilogy nous le rappelle avec brio fort opportunément.

Karine Ansart
(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

N.B. : notons à ce propos l'activité du groupe gay affilié au Centre culturel libertaire de Lille (réunions, projections audiovisuelles, discussions, actions concrètes en vue d'une modification des statuts des gays).

POLAR

La valse des pavés

EN juin de l'an dernier, une manchette de journal attire mon attention : « Les mineurs américains en grève comme au bon vieux temps ». Il s'agit de la grève déclenchée par des ouvriers de la Pittson Coal Company, dans le comté de Logan, en Virginie. Trois mois après sort à la Série noire un roman intitulé *Arrêtez le folklore* de John Douglas qui, entre autres choses, évoque les grèves sanglantes dans le comté de Logan en 1921 ! Dans la réalité de cette fin de XX^e siècle comme dans celle évoquée par le polar de J. Douglas, on retrouve les mêmes ingrédients : pression policière, piquets de grève, patrons de choc, « jaunes », scissions dans les familles, souvenirs des luttes passées. Chez Douglas, les ouvriers sont aidés dans leur lutte par deux détectives privés, dont l'un trouvera la mort au cours de l'enquête. Il convient de noter que dans la réalité de cette époque-là, les privés, et en particulier ceux de l'agence Pinkerton, étaient plutôt du côté des patrons que des prolétaires. (Dashiell Hammett, avant de devenir un des pères fondateurs du roman noir « hard boiled » et une crapule stalinienne, fut membre de Pinkerton).

Avant ce polar « rétro », John Douglas (alias Michael Collins), dans *La mort à grandes guides*, toujours à la série noire, nous a fait découvrir la récession du début des années quatre-vingts à Shawnee, ex-

plaque tournante ferroviaire des Alleghany, dans les Appalaches, aux USA. Rien n'y manque : aciéries fermées, piquets de grèves, fuite des jeunes vers des lieux plus cléments, files de chômeurs devant les bureaux d'assistance, quartiers délabrés. On se croirait revenu aux années de la grande dépression, malgré une certaine noirceur du tableau, les personnages de ce polar sont tous attachants et ancrés dans le social : Jack Reese, photographe à la recherche de la vérité dans une affaire de clichés érotiques et de disparition, Tattoo, ancien ouvrier des chemins de fer et militant syndical toute sa vie, un tanière ouvrieriste, pour qui le secteur tertiaire c'est un « boulot de larbin », Harter, un flic, issu d'un milieu ouvrier et militant, qui se demande ce qu'il ferait si on lui demandait de s'opposer aux grévistes.

L'ouvrage le plus récent, traitant de ces problèmes est celui de Max Allan Collins (ne pas confondre avec Michael Collins) spécialiste de la reconstitution de l'Amérique des années trente et qui nous brosse dans *La mafia ne passera pas !* (Série noire) un portrait double ; tout d'abord celui de syndicats liés à la mafia. Nous sommes à Cleveland, sixième ville des Etats-Unis, en 1937, c'est à dire en pleine époque du New Deal, moment de l'Histoire américaine où l'administration du président Roosevelt, par une politique

de grands travaux et un progressisme social certain, essaye de se concilier la classe ouvrière. Mais il y a une résistance de la part de certaines entreprises moyennes et le conflit qui agite la ville au moment où nous pénétrons dans le roman fait partie de cette lutte entre syndicats et patrons conservateurs. Et celui qui va jouer les conciliateurs est une vieille connaissance. Il s'agit du chef des « incorruptibles » de Chicago qui est devenu le directeur de la sécurité publique de Cleveland, Eliot Ness. Aidé par un syndicaliste pur et dur, qui va laisser sa peau dans l'affaire, et par de jeunes flics issus du prolétariat de la ville, il va jouer à la perfection son rôle de libéral rooseveltien, apaisant les passions et forçant tout le monde à négocier. Dans le même temps, il va mettre à la raison deux affreux, deux malfaisants qui se sont emparés du syndicat de la menuiserie, des vitriers et des chauffeurs/manutentionnaires. En obligeant les entrepreneurs rackettés à porter plainte et en s'emparant d'une liste noire signée par les deux truands, il va les mettre hors d'état de nuire pour un certain temps. Eliot Ness a bien mérité de la ville de Cleveland, mais ne devra-t-il pas rendre des comptes aux puissants de la cité pour qui le New Deal passe, alors que le capitalisme reste ?

Frank Murder

Musique : « Désert culturel » et le label On a faim !

ADIEU les Bêru, les Brigades, ND... salut la relève ! Le mouvement alternatif, que les médias spécialisés ont enterré avec le vacarme que l'on sait, reste vivant et apporte aujourd'hui son lot de petits nouveaux, aussi teigneux, aussi engagés que leurs (déjà) aînés ! Désert culturel est de ceux-là. Venu de Dijon, ce groupe qui marie joyeusement punk-rock-ska va compter dans les mois à venir, avec ce premier maxi 45-t tant qu'on aura la colère. « Nous essayons de participer

à la continuité d'un mouvement qui n'est ni mort ni endormi, mais qui bien au contraire affirme plus que jamais la nécessité d'une alternative à la connerie, au mercantilisme, à l'exclusion, à la violence institutionnalisée et à celle de tous les fascismes. » Cette volonté débordante des textes — fouillés, ce qui n'est pas courant — comme Brighelle Kombat, Trois têtes (un pamphlet contre l'expérimentation animale), Hasta Luego (qui décrit des matins bruns dans un monde où un Le Pen ferait

la Loi... souvenirs, souvenirs...) Bref, un groupe à découvrir avec cet album au son impeccable, et à faire connaître !

De plus, pour son passage au vinyl, désert culturel a choisi le tout nouveau label On a faim ! OAF, ça vous dit quelque chose ? Non ! on a faim ! C'est l'un des meilleurs fanzines que l'on ne présente plus, c'est un label de K7 (Ludwig von 88, Tenemos hambre, le soleil n'est pas pour nous, etc.) co-éditeur avec Visa de la célèbre compilation A bas toutes les

armées... on a faim ! sur Bordeaux, c'est aussi des K7 (Brigades, La fête alternative...), une émission de radio, l'organisation de concerts...

On a faim ! sur Poitiers, le dernier né de la « OAF connection » sera un label de disques. Après Désert culturel, il existe plein de projets, dont on vous reparlera... dévoilons un petit coin, allez ! Une compilation 33 tours antifasciste avec : Haine Brigade, Les Thugs, Désert Culturel, Kochise, Alto-Bruit, outrage et Rebellion... Rien que ça ! Et également la création d'une section OAF-Label plus tournée vers l'expérimental, avec pour commencer Décades...

Pour un mouvement annoncé moribond voilà semé le doute dans les

esprits. Un jeune groupe, un jeune label... ça démarre sur les chapeaux de roues et ce n'est pas fini... tant qu'on aura la colère !

Gil

Les titres cités sont en vente à la librairie du Monde Libertaire.

RADIO-LIBERTAIRE
89.4
« Rock Kontakt »
(le rock indépendant)
chaque samedi
de 16 h 30 à 18 h

JEAN GUIDONI chante pour

Libertaire 89.4

LUNDI 11 JUIN
21h00

TLP - DEJAZET

41, Bd. du Temple
75003 PARIS
M^o République

RESERVATION
PUBLICO 48 05 34 08
145, rue Amelot 75011
Places : 120 F et 80 F
(carte R.L.)



THEATRE

« La poche Parmentier »

Un temps pour il. Un temps pour elle ; Intemporel. Il fut un temps... Tourné vers où ? dirigé vers qui ?

La sonnerie retentit. Les trois coups « pomme-de-terrise » et Georges Perec inverse les données. Quelles sont-elles ? La réponse est dans la dimension spatio-temporelle reliant le spectateur au spectacle. ici la facilité n'est pas de mise. La compagnie Lunatique a relevé le défi lancé en 1974 par Georges Perec, l'auteur de cette pièce. Peu de compagnies se sont investies dans une telle aventure où la logique « pérecquienne » balaie d'un revers d'épluchure la logique cartésienne. Le défi n'est pas olympien mais oulipien ; ce qui n'est pas peu dire.

La mise en scène signée Gérard Muller foisonne de détails aux résonances profondes, de clins d'œil et il faut bien avouer qu'un seul coup d'œil ne suffit pas à appréhender toutes les subtilités ; pour-

tant l'accent y est mis : un serviteur au comportement anachronique, des hommes et des femmes décrivant un passé et un futur indéterminé, un entraînement qui nous ramène à la situation renversante, plongent le spectateur dans un labyrinthe où les assises rationnelles s'éreintent.

Et là, avant que l'ouoboros ne reprenne son cycle, l'ivresse rimbaldaïenne « j'ai vu quelque fois ce que l'homme a cru voir » nous invite à dérober quelques tubercules d'illusion.

Un spectacle à ne pas manquer pour tous ceux que le temps ne poursuit pas.

Fabrice Pascaud

Tous les jours du 10 au 31 juillet 1990, à 17 h, à la Faculté des Lettres, située au 5, rue Viollette 84000 Avignon. Tarifs : 60 francs, public « off » : 40 francs.

La « Cave aux chansons » du Troupeau
Jeudi 31 mai et vendredi 1er juin, à 21 h
Fabienne Elkoubi
Le Troupeau, 11, rue Francis de Pressensé
(M^o Pernety), 75014 Paris.
Entrée : 50 F

RENDEZ-VOUS

TOULON
Le groupe Région toulonnaise de la Fédération anarchiste et le Centre d'étude et de culture libertaire (CECL) tiendront un stand à la foire biologique de Signes (Var), qui se déroule le 3 juin. Au programme de cette foire : stands, musique, théâtre, buvette, « bouffe ». L'entrée est libre.

GROUPES FA

PARIS :

12 groupes dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE :

ESSONNE : Vallée de Chevreuse, Evry, Val d'Yerres.

HAUTS-DE-SEINE : Asnières, Fresnes-Antony, La Défense, Colombes (liaison).

SEINE-ET-MARNE : Chelles, Coulommiers, Melun.

SEINE-SAINT-DENIS : Noisy-le-Grand, Saint-Denis, Sevran-Bondy.

VAL-DE-MARNE : Arcueil, Le Kremlin-Bicêtre (liaison).

VAL-D'OISE : Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE :

AISNE : Anizy-le-Château.

ARDECHE : Aubenas.

BOUCHES-DU-RHÔNE : Arles, Marseille.

CHARENTE : Angoulême.

CHARENTE-MARITIME : Rochefort/Marennes.

COTE-D'OR : Dijon.

DOUBS : Besançon.

EURE-ET-LOIR : Chartres.

FINISTÈRE : Brest.

HAUTE-GARONNE : Toulouse.

GIROUDE : Bordeaux (3 groupes).

ILE-ET-VILAINE : Rennes.

INDRE-ET-LOIRE : Tours.

ISERE : Bourgoin-Jallieu, Grenoble.

LOIRE : Saint-Etienne.

LOIRE-ATLANTIQUE : Nantes.

LOIRET : Montargis.

LOT-ET-GARONNE : Agen.

MANCHE : Cherbourg.

MARNE : Reims.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Nancy.

MOSELLE : Thionville.

NORD : Lille (deux groupes), Dunkerque.

PYRENEES-ORIENTALES : Perpignan.

BAS-RHIN : Scherwiller.

RHONE : Lyon.

SARTHE : Le Mans.

SEINE-MARITIME : Rouen, Le Havre.

SOMME : Amiens.

VAR : Toulon.

VIENNE : Poitiers.

(La liste des liaisons paraîtra plus tard)

COMMUNIQUE
PARIS

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui abordera les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Ces cours auront lieu au local du groupe Louise-Michel, situé au 10, rue Robert-Planquette 75018 Paris (M^e Blanche ou Abbesses).

— Mercredi 6 juin : « Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ? ».

Ces cours se dérouleront à partir de 20 h 30.

Barrage de La Borie : L'Etat contre les citoyens !

DÉPUIS trente ans, un barrage essaie de noyer la vallée des Camisards, entre Mialet et Saint-Etienne-Vallée-Française, sur cette dernière commune et celle de Saint-Jean-du-Gard. Les Cévennes n'auraient-elles au yeux de l'Etat d'autres valeurs que celles, financières, que peuvent en tirer les citoyens de la plaine ? Les travaux commencent, avec l'incendie par les gens du pays des premiers bulldozers...

Les technocrates sont comme les faits : têtus. Contre vents et marées, ils tiennent à imposer un barrage sur le gardon de Mialet, comme ils l'ont déjà imposé sur celui d'Alès. Avec en réserve le projet de continuer à barrer les autres gardons : celui de Saint-Jean-du-Gard et celui de Saint-Paul-la-Coste. L'objectif : faire des Cévennes une réserve d'eau destinée à irriguer la plaine gardoise.

Les arguments avancés par les partisans, forts rares hormis dans les sphères du pouvoir régional et national, sont contradictoires entre eux. Trois buts sont assignés à cet ouvrage : l'écrêtement des crues, l'irrigation de la plaine, l'adduction d'eau potable dans la gardonnenque. Une quatrième possibilité viendrait se greffer sur ces utilisations du barrage : une micro-centrale électrique dont le revenu sera donné en dédommagement au département de la Lozère.

L'ampleur des dégâts

Ces trois objectifs sont coûteux et auront un résultat très limité. L'écrêtement des crues est illusoire : il faudrait barrer tous les gardons pour obtenir le résultat escompté dans les circonstances les plus graves. Alès, pourtant « protégée » par la barrage de Sainte-Cécile d'Andorge, a encore régulièrement les pieds dans l'eau. Cette eau n'est d'ailleurs pas exploitée pour l'irrigation ni pour l'adduction d'eau potable : le niveau du barrage baisse en été pour permettre de limiter les crues de septembre, et ne permet donc pas d'irriguer. Concrètement, les deux objectifs d'écrêter les crues et d'irriguer la plaine sont incohérents.

Autre objectif, donc, l'irrigation de la plaine gardoise. La production envisagée est une production de fruits et légumes. Ceux-ci serviront sans doute plus à approvisionner les barrages d'agriculteurs sur les autoroutes que les marchés, locaux ou non, déjà bien saturés par la surproduction en la matière. L'irrigation serait en outre un surcoût de production pour l'agriculteur qui devrait payer son adduction d'eau et sa consommation à un tarif difficilement concurrentiel vers le haut. Le surcoût serait à la charge du Conseil général du Gard, c'est-à-

dire des contribuables... Pourtant, d'autres cultures semblent possibles dans ces terres de la Gardonnenque, et d'autres approvisionnement en eau, dont le fameux canal du Bas-Rhône. Mais il faut pour cela faire preuve d'imagination, ce qui est sans doute possible pour nos paysans, mais pas pour nos politiciens...

Mobilisation !

Quant à l'adduction d'eau, on attend encore les candidats — surtout avec des tarifs exorbitants. La centrale électrique servira à alimenter la surproduction électrique — tout nucléaire oblige — et EDF, bien qu'obligée par la loi de racheter l'électricité produite, n'est pas très chaude pour ce projet de centrale. Bref, le plus grand mérite de ce projet est de fournir trente mois de travail à la Compagnie du Bas-Rhône et à ses sous-traitants, et des charges aux contribuables, pendant la construction du barrage et pendant son exploitation future. Un député de la région ajoute : « Si l'on divisait l'investissement envisagé par le nombre d'exploitations concernées, on pourrait verser une rente à vie aux agriculteurs de la Gardonnenque. A eux, à leurs enfants et à leurs petits-enfants ».

Les associations de défense de ces vallées cévenoles et les collectivités locales concernées se sont réunies en un collectif de défense du patrimoine de cette vallée menacée du déluge technocratique parisien. Les positions se sont durcies encore avec le sentiment d'avoir été floué par l'épisode de l'« expert » nommé pour donner un avis sur le barrage. Un ancien fonctionnaire en retraite du ministère de l'Agriculture, le ministre à l'origine du projet, avait été nommé en février 1989 à la demande du Premier ministre. Dès ses premiers contacts avec les Cévenols, son opinion arrêtée ne faisait plus de doute et ce qui devait être une évaluation du projet est devenu une apologie. Nommer un expert dans les rangs d'une des parties concernées relève-t-il de la malhonnêteté intellectuelle, ou bien simplement de la maladresse ? Fort de cette « expertise », le gouvernement a donc renoncé à enterrer un projet qui ne trouve d'appui que chez ceux qui seront bénéficiaires de sa construction immédiate. Un contre-rapport, demandé à un expert international spécialisé dans les barrages, Henri Boumendil, conclut au contraire à l'inefficacité du barrage, et à son coût exorbitant.

Le rapport géologique des experts est, quant à lui, accablant. En juin 1989, François et Paul Ellenberger analysent le terrain sur lequel doit se bâtir le barrage et constatent la mauvaise qualité géologique du site. Début octobre 1989, 55 chercheurs en géologie leur emboîtent le pas en signant un document dénonçant les risques majeurs d'un tel barrage à

l'endroit prévu. Cela signifie que si l'on veut malgré tout construire le barrage en respectant la sécurité, le coût de fabrication devrait être multiplié par quatre environ, ce qui le rend complètement non-compétitif par rapport à la solution par captage dans le canal du Bas-Rhône.

Au-delà du problème concret et urgent d'arrêter avant qu'il ne soit trop tard, se pose une question importante, que d'autres aspects des événements récents soulignent aussi : quelle voix et quelle voie pourront être empruntées, si l'Etat ne veut entendre ses citoyens ? Si 85 % d'avis négatifs signifient l'utilité publique d'un projet, où sont le caractère d'enquête et l'aspect public de cette démarche ? Comment les citoyens se feront-ils entendre si l'on refuse de les écouter ? Les exemples récents se laissent pas augurer un dialogue fructueux et pacifiant.

L'intérêt général ?

La pièce qui est jouée là est bien connue : au nom de l'« intérêt général » on sacrifie la montagne à la plaine. Les effets pervers d'une décentralisation qui est d'abord une recentralisation au niveau régional se font sentir là encore, quand une majorité, la plaine, impose son intérêt à la montagne. Quel est donc cet intérêt général qui s'oppose à l'ensemble des intérêts particuliers des premiers concernés ? Est-ce l'intérêt de donner un semblant de pouvoir aux petits politiciens locaux, ou aux grands marchands régionaux ? L'intérêt général consiste-t-il à prendre à ceux qui ont peu (mais une certaine qualité de la vie) pour donner à ceux qui ne pourront pas en bénéficier concrètement ?

Avec qui les opposants, c'est-à-dire l'immense majorité des habitants de ces vallées, pourront-ils dialoguer désormais ? Le rejet des arguments des opposants au barrage par Matignon, sur des seuls critères économiques — par ailleurs discutables —, ne permet pas de compter sur une intégration des données d'environnement au cœur du problème. La culture et l'environnement seront-ils toujours ennemis de l'économie dans l'esprit de nos dirigeants politiques ? La nomination d'un « ex-pert » partisan ne dénotet-elle pas une confusion entre la société civile et la caste technocratique ? On ne résout pas les problèmes en jouant l'attentisme, pour mieux enfoncer le clou après coup. Serait-ce là une caractéristique de la méthode Rocard ?

C'est sans doute sans compter sur la volonté, longuement démontrée au cours des derniers siècles, des Cévenols, qui n'ont pas échappé au grand brûlement des Cévennes sous Louis de Versailles pour finir englouti sous les eaux. La résistance a commencé...

Victor Lapp

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Douleur, amnésie et culte de la charogne, Editio.
- PAGE 2 : Le chancelier Kohl à la conquête de l'Est.
- PAGE 3 : Douleur, amnésie et culte de la charogne (suite), L'affaire Lanza, Incidents fascistes et manif antifasciste à Dijon.
- PAGE 4 : Sur le front des expulsions, Les mal-logés de la rue Petit, Solidarité, En bref.
- PAGE 5 : L'affaire Siuda, Cuba et les anarchistes, Echo des prisons en RFA, Communiqué.
- PAGE 6 : Robert Jospin n'est plus, Billet d'humeur, La castration pénitencière.
- PAGE 7 : Cinéma, Le roman noir, Théâtre, Musique.
- PAGE 8 : Le barrage de La Borie, Infos FA.

PARUTIONS

ITINERAIRE

Le n° 7 de la revue, consacré à P.-J. Proudhon, dont la sortie était prévue pour le mois d'avril, ne paraîtra que fin juin. La défaillance de certains auteurs et le retard dans la réception d'articles nous obligent à repousser la parution. Nous demandons à nos lecteurs de nous excuser, mais nous ne souhaitons pas gâcher au dernier moment un travail de plus d'un an. Abonnement à l'itinéraire (2 n° : 70 F, 4 n° : 130 F). Itinéraire : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

PRESSE

Le groupe de Nantes vous annonce la parution du n°11/12 du *Farfadet*. Au sommaire : un dossier sur Léonard Peltier et les Américains, un second sur le Tiers monde et le problème de la dette ; mais également des articles sur l'Afrique du sud, le Tibet, l'école et les fascistes. Ce journal est en vente au prix de 10 F à l'adresse suivante : *Magazine libertaire*, Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 49200 Nantes. Il est également disponible à la librairie du Monde Libertaire à Paris et à la librairie Livres comme l'air, 2, rue Copernic, à Nantes.

PRESSE-BADGES

Le groupe Flores-Magon vient de publier le premier numéro de *Schwartz Fohne*. Au sommaire on trouve des articles sur : les ratonnades parisiennes d'octobre 1961, le 1er Mai 1886, un portrait de Samuel Schwartzbard, militant anarchiste juif d'Ukraine, qui en 1926 assassina le nationaliste ukrainien Simon Petlioura, responsable de pogroms en Ukraine durant la révolution russe.

Le groupe Flores-Magon édite aussi deux badges : « Agrir au lieu d'élire » et « Ni Dieu ni maître, ni frontière ».

EDITION

Les éditions Partage noir viennent de publier *La Peste Religieuse* de Johann Most. Cette brochure est interdite en RFA. Elle est par ailleurs la seule publication de ce militant anarchiste en France. En vente au prix de 10 F, à la librairie du Monde Libertaire.

AFFICHE

Le groupe Henry-Poulaille a édité une affiche « Construisons l'anarchie ». Prix de vente : 5 F l'unité, 1 F à partir de 50 exemplaires.

AUTOCOLLANT-BROCHES

Le groupe Région toulonnaise diffuse un autocollant représentant un A cerclé rouge sur fond noir. Prix 2 F l'unité à partir de 25 exemplaires (minimum), port compris. Trois brochures : étoile noire, étoile noire et rouge, deux mains brisant un fusil. Prix 8,50 F l'unité à partir de 6 exemplaires. Port compris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Nappi. CECL, immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.